



Lutter contre le réchauffement climatique : oser une autre pensée politique



Publié le 10 novembre 2015

La question climatique est liée au système économique, à présent mondialisé, basé sur l'usage des énergies fossiles. La consommation sans limite de cette énergie a produit peu à peu une accumulation de CO₂ dans l'atmosphère et créé un réchauffement climatique perceptible dès la fin du 19^{ème} siècle, dont nous mesurons aujourd'hui l'ampleur et l'accélération. La société de marché productiviste a besoin de cette énergie pour fonctionner et il est illusoire d'imaginer que ce système soit en mesure de résoudre les problèmes qu'il génère lui-même. Résoudre la crise écologique et climatique appelle à d'autres politiques économiques et sociales. Celles-ci sont

toujours absentes des grandes décisions internationales parce que le système économique néo-libéral actuel veut se maintenir et trouve cyniquement au sein des problèmes engendrés de nouvelles sources de profits dans ce que l'on appelle capitalisme vert ou économie verte.

La 21ème Conférence sur le climat à Paris (COP 21) ne va pas déroger à la règle. Comme pour les précédentes conférences, c'est vers un nouvel échec programmé que nous nous dirigeons. Les deux enjeux de la question climatique sont connus: (i) réduire les émissions de gaz à effet de serre pour que le réchauffement de la Terre soit inférieur à 2°C, (ii) aider les pays les plus vulnérables en leur permettant d'avoir accès à des transferts de technologies et à une aide financière.

La lutte contre les GES est insuffisante.

A présent, sans distinction entre pays développés, pays émergents et pays en développement, tous les pays doivent contribuer à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES). Les contributions volontaires des pays ne permettent pas de se placer sous la barre des 2°C, mais sur une trajectoire allant vers 3°C. L'échec de la COP 21 est consommé et rien n'est acquis dans la négociation à Paris pour revoir à la hausse les objectifs insuffisants des pays. Le transport aérien et le transport maritime qui commandent la mondialisation économique ne sont toujours pas concernés dans les objectifs de réduction des émissions. Et aussi extraordinaire que cela puisse paraître, les termes «énergie», «énergies fossiles», «énergies renouvelables» qui conditionnent les politiques de transition énergétique ne sont pas mentionnées dans le texte de négociation de la COP 21. En ignorant, comme par le passé, les énergies fossiles qui représentent au moins 80% des émissions de CO₂, la COP 21 n'entend pas toucher aux 700 milliards de dollars de subventions publiques directes au secteur concerné, comme s'il était possible de réduire les émissions de CO₂ sans réduire ce qui les génère.

L'aide aux pays les plus vulnérables n'est pas garantie

L'aide promise à Copenhague, six ans auparavant, de 100 milliards de dollars par an à partir de 2020 (Fonds vert) pour aider les pays les plus vulnérables n'est pas acquise. Rien n'est garanti pour que l'aide s'appuie sur de l'argent public et non sur des financements privés, c'est à dire des prêts bancaires, ce qui marquera une fois encore la domination des pays du Nord sur les pays du Sud. Quelles que soient les décisions prises, on ne sait toujours pas si l'accord sera contraignant ou non. Un accord indiquant que les pays «devraient» et non «devront» signifierait la ratification d'une coquille vide.

L'indignation citoyenne portée par la «Coalition climat 21» est inopérante

La Conférence de Copenhague en fit déjà l'amère expérience; l'exceptionnelle mobilisation de la société civile n'a rien changé aux décisions prises, montrant les limites d'influence des ONG et des mouvements sociaux, leur impuissance face aux réalités des rapports de force internationaux. Mis à part les bons mots de nos responsables politiques, («c'est le sommet de la dernière chance», «l'échec n'est pas une option, c'est un suicide», «c'est l'avenir de la planète qui se joue dans trois mois»), on reste confondu par le quasi-silence des partis politiques sur la question climatique. Il y a un fossé entre les politiques énergétiques mises en place et un scénario cohérent pour limiter l'élévation de la température mondiale de 2°C.

Résoudre la crise écologique et climatique

Cela nécessite d'avoir une autre pensée politique qui n'hésite pas à remettre en cause un système économique financiarisé dont la seule finalité est l'accroissement des profits fondé sur l'accroissement de la production et de la consommation. L'avenir de la planète, des sociétés humaines ne peut être soumis à la seule comptabilité financière du monde. La surconsommation effrénée est un leurre qui engendre insatisfaction, violence et destruction des biens communs. Toutes les conséquences environnementales et sociales qui conduisent inéluctablement au désastre sont inhérentes au système. Changer de système signifie remettre en question la mondialisation capitaliste néo libérale, le libre-échange, débattre sur la mise en place d'un protectionnisme écologique et social, accorder une réelle importance à la transition agro-écologique qu'exige une politique agricole et alimentaire commune, envisager des politiques de solidarité avec les pays les plus vulnérables sur la base de taxations aux frontières, donner un statut juridique aux réfugiés climatiques.

Oser une autre pensée politique nécessite des choix

Le premier d'entre eux est de sortir du carcan néolibéral de l'Union européenne (principe de concurrence, libre circulation des capitaux) et de promouvoir des coopérations entre les États. Le point clé est de redéfinir le rôle de l'État pour qu'il soit le garant de l'intérêt général, vecteur des investissements à long terme pour une réelle transition énergétique. Une telle direction nécessite de retrouver une souveraineté monétaire hors des contraintes de la zone euro (monnaie unique) et des traités européens (obligation d'emprunts sur les marchés financiers), et une souveraineté nationale et populaire garante de l'expression de la démocratie.